

## Maroc

22



Pays d'accueil, de transit et d'origine sont appelés à renforcer leur collaboration.

(PHOTO : AFP)

# Les politiques migratoires à l'épreuve des droits humains

● Les mesures répressives ne peuvent, à elles seules, contrecarrer le phénomène de l'immigration illégale

PAR A.Y.B

Les politiques migratoires, la protection des droits des migrants et des réfugiés aux frontières internes et externes de l'Europe, les politiques de rétention et d'expulsion, les alternatives citoyennes ou encore le rôle des sociétés civiles du Sud ont été au menu de la rencontre organisée à l'initiative de l'Association Beni Znassen pour la culture, le développement et la solidarité (ABCDS). La rencontre a enregistré la participation de représentants d'associations et de réseaux nationaux et internationaux des pays du Sud et du Nord œuvrant pour la promotion et le respect des droits fondamentaux des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés.

### Encore un effort SVP !

Cela a été donc l'occasion de dresser l'état des lieux et d'échanger sur les expériences respectives en vue d'engager une réflexion sur les actions et les efforts à déployer dans ce domaine. Les participants ont, à ce titre, reconnu que les mesures exclusivement répressives ne peuvent stopper la migration et ont plaidé en faveur d'un véritable changement de la politique internationale dans ce domaine, afin de consacrer le respect des droits fondamentaux de la personne et des obligations internationales découlant de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des conventions et pactes internationaux. C'est pourquoi, il a été convenu de renforcer la collaboration entre les différentes parties

que sont les pays d'origine, de transit et d'accueil pour mieux résoudre les questions liées à l'immigration et assurer la protection des

**La société civile plaide pour le respect des droits fondamentaux.**

groupes vulnérables de migrants, loin des réflexes xénophobes et des mesures discriminatoires. D'où l'importance du rôle majeur que peuvent jouer les sociétés civiles pour «*infléchir les politiques européennes*» et plaider pour des lois et des solutions concrètes qui préservent la dignité humaine.